DICTATURE DU PROLETARIAT POUR
L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE

PARTI DE CLASSE

organe en france du Groupe Communiste Internationaliste

NE CREVONS PAS

POUR LE CAPITAL

VIVONS POUR

NOS LUTTES !

N° 6
OCT. 85

correspondance: G.C.I. c/o l'HERBE ROUGE
1bis, RUE D'ALESIA
75014 PARIS.

20 FB
3 FF
2 FS

EN GUISE D'EDITO...

Alors que la situation matérielle de millions de prolétaires ne cesse de se dégrader, alors que les files d'attente devant les ANPE ne cessent de s'allonger, que les boulots trouvés sont de plus en plus bidons (TUC, intérim, ...) que beaucoup ne s'inscrivent même plus au chômage puisqu'il n'y a rien à en tirer, malgré cette situation qui, apparemment devrait pousser les prolétaires à la lutte, du moins à la résistance, rien ou si peu ne se passe. Pourquoi ?

C'est ce à quoi nous allons essayer d'apporter quelques éléments de réponse. Il n'y a pas de lien mécanique entre accroissement de la misère et luttes ouvrières, l'augmentation de l'une n'entraîne pas obligatoirement celle des autres. Le Capital lui aussi sait analyser les luttes du passé, lui aussi se prépare aux luttes de demain; cette crise, il le sait, ne se résolvera pour lui que dans une guerre généralisée, destruction massive des forces productives et surtout, en premier lieu, des porteurs de la principale marchandise, la seule source créatrice de valeur, la force de travail des prolétaires. Pour celà, il lui faut préventivement briser toutes les tentatives de réaction, d'organisation prolétarienne, son arsenal pour cela est vaste, il va de la matraque aux campagnes sur les droits de l'homme, du riot-gun pour les flics aux campagnes anti-racistes de "touche pas à mon pote" (voir article).

La situation actuelle ne tombe pas du ciel, elle est le résultat des défaites ouvrières du passé, défaites dont le prolétariat n'a pu que très minoritairement tirer les leçons. Le deuxième après-guerre a pu, faisant suite à la destruction massive des choses et des hommes, ouvrir pour le capital un nouveau cycle d'accumulation (par la reconstruction) et une periode de stabilité: pour le prolétariat cette stabilité était synonyme de paix sociale, renforcement de son exploitation, contrôle plus rationnelle de la production (rationalisations, comités d'entreprises, ...): c'était l'augmentation de l'intensité du travail, l'extension de la durée du travail ... tandis qu'à l'échelle mondiale le nombre d'affamés augmentait. L'illusion que la société dite de "consommation" serait éternelle s'est ancrée dans les cerveaux, devenant une force matérielle que même la dure réalité d'aujourd'hui efface difficilement. La relative stabilité c'était hier et si cette periode avec ses tristes illusions est bel et bien terminée, elle pèse encore de tout son poids aujourd'hui. L'abbatement, le retour des mysticismes réligieux sont à la hauteur de la désillusion engendrée par la crise.

Côté matraque, dans ces temps de rigueur budgétaire à la sauce socialiste, le ministre de l'intérieur Joxe reçoit une enveloppe supplémentaire de 3 milliards de francs pour "moderniser" la police (armement, parc automobile plus performant, informatique).

L'objectif de toutes les campagnes sur les droits de l'homme est d'affirmer l'homme individuel, le citoyen <u>contre</u> le prolétaire et sa classe dotée de son projet nécrologique du capital. Le Capital affirme le travailleur, celui qui bosse librement dans ce monde libre <u>contre</u> celui qui lutte. La tentative de polarisation, homme libre à l'ouest, homme sans droits à l'est ne tient pas la route; à qui fera-t-on croire que le citoyen soviétique qui pointe tous les matins à l'usine, qui est syndiqué, qui a sa carte du parti, risque un tant soit peu le goulag! Immigré clandestin en France, "bon" ouvrier à Moscou, emprisonnés des bagnes

de Mitterand, "psychiatrés" des asiles de Gorbatchev, qui est le plus libre ?

Le Capital cherche à exorciser sa vie sociale d'une réalité inéluctable, le mouvement communiste, la constitution du prolétariat en force de classe par ses combats quotidiens. La démocratie, mode de vie du Capital, son essence, nie la lutte de classe, transforme le prolétaire en citoyen - en individu -. Il s'agit de le neutraliser en l'atomisant, son univers se réduisant à lui et sa famille et son rôle social s'arrêtant à la vente de sa force de travail contre un salaire et la consommation des produits. Ce citoyen là a des droits, plein de droits, les principaux étant de bosser et fermer sa gueule, se syndiquer et voter pour choisir librement ceux qui lui botteront le cul, ou encore le droit d'être chair à canon pendant la guerre.

L'accentuation de la crise a entraîné une précarité, une situation matérielle plus difficile pour les prolétaires, cette situation explique en partie, l'absence de lutte de classe massive et classiste, porteuse de la destruction du Capital. L'individualisme qui se développe, hier "chacun peut réussir à condition de le vouloir" aujourd'hui, "chacun peut s'en sortir à condition d'être malin", brisant les rares liens de solidarité qui existaient encore, accentuant la concurrence que se font les prolétaires entr'eux, contre la lutte qui seule historiquement est un projet viable. Les rares luttes ouvrières radicales en France ne sont que les barouds d'honneur qu'organisent les syndicats lorsque des boîtes sont fermées, explosions contrôlées, organisées, cloisonnées par les syndicats qui lèvent un peu le couvercle de la marmitte pour qu'un peu de pression s'échappe et que tout ne leur saute pas à la gueule.

Il s'agit aussi pour les syndicats et principalement la CGT d'être présente aujourd'hui dans les affrontements - quitte à les créer de toutes pièces (comme à la SKF ou pour Renault sur les Champs Elysées et à Douai, aux cris chauvins de "Produisons français" qui peut se traduire par "au chômage les prolétaires qui sont exploités hors de France") afin de se refaire une virginité pour que demain les prolétaires combatifs se tournent vers elle et ses structures d'encadrement.

C'est pour se préparer à canaliser les futures explosions de colère des chômeurs toujours plus nombreux qu'a été créé, avec l'aval du gouvernement par l'intermédiaire de Bérégovoy, le Syndicat des Chômeurs de Pagat. Son programme est vieux comme l'Eglise: partager la misère! (voir article)

La lutte est absente, et la solidarité dans les maisons de chômeurs du Syndicat n'est pas de classe mais nationale et des postes de futurs bureaucrates syndicaux sont préventivement disponibles pour les plus remuants des chômeurs.

La soumission de la vie des prolétaires aux besoins de valorisation du Capital, garantie par ses Etats, ses prisons, ses juges, ses polices et armées, culminant avec la destruction des prolétaires dans les orgies d'extermination que sont les guerres, c'est là la violence - o combien démocratique (l'égalité des citoyens devant les besoins du capital) - de l'ordre bourgeois. Face à cette réalité quotidienne, quoi de plus normal à ce que pour le Capital toutes les réactions contre cette terreur, toutes les révoltes contre son progrès, contre sa civilisation, ses nationalismes et ses Etats deviennent crime, barbarie, terrorisme, sauvagerie. Les cheminots paralysent le reseau ferroviaire français ? Ce ne sont rien que des terroristes qui n'hésitent pas à prendre les usagers en otage! Les jeunes qui las de mourir à petit feu dans les quartiers pauvres de

Birmingham, Londres ou ailleurs se révoltent, refusant le dialogue, affrontant les flics, pillant et brûlant tout sur leur passage ? En voilà encore des terroristes!

Notre classe est porteuse d'une société sans classes et sans la violence inhérente à ces sociétés. Mais la société de laquelle il émerge est basée sur le terrorisme bourgeois et cela indépendamment de la forme plus ou moins ouverte avec laquelle la bourgeoisie exerce sa dictature. Au cannibalisme de la contre-révolution, à la terreur blanche étatique et para-étatique, seul le proletariat peut répondre: par la violence révolutionnaire, par la terreur rouge. Le pacifisme, c'est-à-dire l'anti-terrorisme en général, ne constitue rien d'autre qu'une manifestation cynique de la volonté contre-révolutionnaire de laisser le monopole des armes à l'Etat. Il n'y a pas d'autre voie (ni pacifique, ni nationale) que LA DICTATURE DU PROLETARIAT POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE SALARIE!

Aujourd'hui, face à l'absence de lutte, à cette apathie réelle de la classe ouvrière - et nous ne méprisons pas les prolétaires lorsque nous disons celà, nous ne faisons que reconnaître nos faiblesses et celles de notre classe et la force actuelle qu'a le capital à nous étouffer - certains prolétaires n'hésitent pas à s'engager dans des actions terroristes, cherchant à pallier les insuffisances du moment et croyant ainsi pouvoir réveiller ceux qui semblent dormir. Ces marmittes qui explosent ne sont qu'une réaction à la terreur quotidienne de la société bourgeoise. Les communistes ont toujours reconnu comme leurs frères de classe, les impatients et les révoltés que suscite ce système que nous haïssons. Aux militants prolétariens qui tombent et sont embastillés nous exprimons notre solidarité et notre soutien. Bien loin de cracher sur ceux qui s'illusionnent et qui pensent transformer le monde en éraflant la cuirasse blindée de l'Etat, les communistes réaffirment face à tous les pacifistes qu'une vitrine brisée affole, que le proletariat ne réalisera le communisme que par la destruction violente de la machine de terreur de la bourgeoisie.

Notre soutien à ces militants s'exprime aussi par notre critique des faiblesses et illusions qu'ils véhiculent. Pour le proletariat, la terreur rouge n'est ni le but, ni le moyen "en soi" de son combat; ce n'est qu'un moyen parmi d'autres et soumis autant que d'autres aux exigences d'élargissement et de renforcement, de centralisation et d'internationalisation de ses luttes. En mettant en avant l'utilisation de l'action terroriste comme seul et unique moyen, comme but même de l'activité militante en dehors de toute considération pour les exigences réelles des luttes que nous impose le rapport de force entre bourgeoisie et proletariat (entre capital et mouvement communiste), ces militants, à terme, se condamnent eux-mêmes à rester enfermés sur un terrain où, en dehors du développement des luttes, la bourgeoisie garde toutes les cartes du jeu entre ses mains. Le proletariat dans sa lutte <u>nie la totalité</u> du rapport social bourgeois, et ne s'attaque donc pas uniquement à l'appareil d'Etat, mais avant tout aux bases mêmes qui déterminent l'existence de l'Etat mondial du capital! Pas plus qu'on abolit la religion en fermant les églises, on ne détruit l'Etat en tuant son personnel. On ne fait pas exploser un rapport social! En versant dans l'idéologie terroriste, ces prolétaires démissionnent devant les tâches de centralisation internationaliste de tous les niveaux des luttes ouvrières.

Le tableau de la situation que nous avons brossé peut paraître bien noir. Mais nous ne sommes ni fatalistes, ni défaitistes. Les combats révolutionnaires de demain se

préparent aujourd'hui dans les petites escarmouches qui se déroulent. Dans ces luttes, ici comme ailleurs, nous devons être présent pour renforcer tous les moments de rupture avec la paix sociale: l'anti-syndicalisme, l'anti-parlementarisme, l'anti-pacifisme, l'anti-réformisme même si ce réformisme est radical et violent, l'anti-nationalisme, ... ce sont les conditions du resurgissement internationaliste du proletariat. C'est ainsi que nous participerons à l'extension et au renforcement des combats de notre classe, sans volontarisme mais avec constance et détermination. Le chemin est dur mais il n'y en a pas d'autre.

UN NOUVEAU SYNDICAT;

UNE (TRES) VIEILLE POLITIQUE !!

Depuis un an, un peu partout en France, des associations, comités et maisons de chômeurs ont vu le jour. Ces tentatives d'organisation des chômeurs se sont fait en marge des structures syndicales traditionnelles, bien que depuis, CGT, CFDT et FO ont miraculeusement ressuscité leurs vieilles structures d'accueil aux chômeurs afin de faire face à la nouvelle agitation.

C'est le syndicat national de M.Pagat qui, à grands renforts de publicité, s'est imposé à la tête de ce mouvement, ralliant sous sa bannière la presque totalité des différents regroupements de chômeurs. Toute cette mobilisation devait culminer dans une manifestation nationale le 30 mai à Paris, organisé par le syndicat des chômeurs, manifestation où dans un scénario desormais bien rodé, on a fait défiler les quelques 1500 à 2000 chômeurs de la République à la Bastille, parcours où les flics de toutes sortes étaient bien décidés et organisés pour repondre à tous les "provocateurs". Il est clair que ce mouvement n'a rien de proletarien et n'a d'autres perspectives que bourgeoises!

La misère quotidienne que vivent les prolétaires, les pousse à résister, par différents moyens, à leur condition. Ceci n'est pas un secret pour la bourgeoisie qui sans cesse sollicite les prolétaires à adherer à ses projets, à se regrouper dans ses organisations, à défiler derrière ses drapeaux! En outre, pour expliquer l'émergence du mouvement des chômeurs sous sa forme actuelle, il ne faut pas négliger le rôle particulièrement actif du "comité chrétien de solidarité avec les chômeurs", précurseur direct du syndicat de M. Pagat, et qui depuis trois ans avait

multiplié, surtout en Province, ses tentatives d'organisation des chômeurs, assorti des "aides" appropriées. Comment s'étonner alors que toutes les revendications et toutes les actions de ces comités (1) n'aient jamais été autre chose que des pleurnicheries, des tentatives de replatrage de la misère la plus criante engendré par le capital - se situant évidemment toujours à l'encontre d'une perspective d'affirmation de notre force de classe contre le capital! Nous voulons examiner ici d'un peu plus près les revendications et les methodes d'action du syndicat des chômeurs, expression achevée et fidèle du contenu réformiste des multiples comités qu'il regroupe. Nous rappelerons après les quelques principes qui seules régissent la constitution de la classe en force centralisée et agissante contre la société et sa misère.

A PROPOS DE QUELQUES REVENDICATIONS!

Citons quelques extraits du journal "Partage" où le syndicat précise lui-même très clairement ses objectifs: "Travailleurs en activité ... vous avez la chance d'avoir un travail et des revenus réguliers ..."; "Conscient de nos responsabilités vis à vis de la nation et du mouvement ouvrier, nous avons décidé d'organiser démocratiquement et pacifiquement l'intervention des chômeurs dans le débat social ..."; "Nous vous demandons d'accorder la première place dans vos revendications à un partage plus juste du travail et des revenus. Il faut choisir: la priorité à l'emploi et à la solidarité ou le triomphe des intérêts catégoriels et des égoïsmes ..." etc.

Nation, Justice, Travail ... toutes les valeurs fondamentales du syndicalisme tricolore sont présent dans le programme de M. Pagat. En nous mobilisant ("intervenir dans le débat social"!) pour faire de notre lutte une protestation contre les "excès" (un partage "plus juste"!) de notre exploitation pour ne jamais remettre en cause l'exploitation elle-même ("responsable vis à vis de la nation"!) par ailleurs inséparable de tous ses "excès", l'organisation de M. Pagat, très respectueux des traditions syndicales, au nom de la solidarité <u>divise</u> les prolétaires les opposant les uns aux autres! Cette division est un facteur direct de notre isolement et de notre écrasement. En présentant les actifs comme des privilégiés, des égoïstes jaloux de leurs acquis (!), et en prônant comme solution le partage des revenus et du travail, le syndicat des chômeurs non seulement <u>rend toute solidarité réelle impossible</u>, mais en plus il renforce la division et l'écrasement tant des chômeurs que des actifs. Tous les discours sur "la solidarité nationale", sur "la rigueur", sur "l'éffort indispensable" ne servent qu'à cacher qu'en consentant de vendre leur force de travail moins cher, les prolétaires non seulement rendent possible l'augmentation du taux d'exploitation, mais qu'encore ils aggravent ainsi la concurrence qui oppose les prolétaires entr'eux (2). Il s'agit ici de rien d'autre que de partager une misère croissante et à rendre la

---

(1) Nous n'ignorons pas que certaines associations ont contesté et même dénoncé, notamment lors de la manifestation nationale, l'"hégémonie" du syndicat parisien, ainsi que la "récupération politicienne" du mouvement. Mais ces quelques rares exceptions (à notre connaissance) qui à un moment donné ont pû essayer de concrétiser une réelle lutte des chômeurs, ont dû bien vite, à cause de leur isolement "rentrer dans les rangs" aidés en cela par les différents groupes gauchistes, toujours à l'affût du "prolo qui se politise".

(2) Tous ceux qui militent pour une participation critique des ouvriers aux mobilisations de ce syndicat, montrent qu'ils n'ont rien compris

dégradation de nos conditions de vie, notre pauperisation absolue plus démocratique! A travers "le partage des salaires et du travail" la bourgeoisie planifie la baisse générale des salaires! Elle démocratise la misère! Le proletariat dans ses luttes vise à supprimer la misère!

Les revendications plus précises du syndicat, quand elles ne sont pas purement démagogiques dans le but de "séduire", constituent une attaque encore plus sophistiquée contre la lutte du proletariat:

- priorité à la création d'emplois, avec la réalisation d'une réduction programmée de la durée du travail, avec, dans l'immédiat, le passage aux 35h.;
- création d'un minimum-chômage égal aux 2/3 du smic;
- interdire les mesures d'expulsion concernant les chômeurs qui ne peuvent plus payer leur loyer;
- interdire les coupures de gaz et d'électricité chez les chômeurs qui ne peuvent plus payer leurs quittances;
- accorder aux chômeurs qui ne peuvent plus payer leurs impôts, les dégrévements et les facilités de paiement indispensables.

Nous n'analysons pas ces revendications séparément, en soi (pour ou contre le minimum-chômage, pour ou contre la gratuité des logements) mais nous les replaçons dans leur dynamique de lutte. Combien de fois ces revendications n'ont-ils pas été rien d'autre que du radicalisme verbal en dehors de tout rapport de force réel, et dans le seul but de credibiliser ses promoteurs. Nous sommes contre la fétichisation des revendications (qui est automatique quand ce sont les syndicats qui brandissent de tels revendications) qui peuvent très bien agir aussi contre le mouvement. Si la gratuité des logements est une revendication qui peut cristalliser tout un mouvement de classe, sa fétichisation entraîne qu'au jour où la bourgeoisie y concèdera pour casser la lutte, le mouvement n'aurait plus de raison d'être! Pour nous il ne s'agit pas d'inventer des revendications mais de les centraliser. En plus, avec la restriction ajoutée par le syndicat ("pour les chômeurs qui ne peuvent plus payer") ces revendications, au lieu d'être des facteurs d'unification, introduisent une division supplémentaire dans la classe et rejoignent ainsi le programme de tous ceux qui veulent assister les plus défavorisés pour mieux faire passer l'attaque générale contre la classe ouvrière.

La logique même de ces revendications, c'est, comme toujours, l'apologie du pôle positif du capital: les bourgeois justifient le progrès, l'industrie, le travail, la richesse, et à travers des réformes telles la création d'un salaire minimum, ils cherchent à rendre la misère des prlétaires, qui est le corrolaire obligatoire de leur civilisation, le moins nuisible possible pour la bonne marche de leur société. Il y a 150 ans déjà, Marx et Engels dénoncaient dans le manifeste communiste ceux qui "cherchent à porter remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise. Dans cette catégorie se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, bref, les réformateurs en chambre de tout acabit. ...Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le proletariat.

---

(2) suite: à cette logique et que ce sont en premier lieu eux-mêmes qui ont besoin de perdre leurs illusions sur le syndicalisme!

La bourgeoisie, comme de juste, se représente le monde où elle domine comme le meilleur des mondes. Le socialisme bourgeois systématise plus ou moins à fond cette représentation consolante. Lorsqu'il somme le prolétariat de réaliser ses systèmes et d'entrer dans la nouvelle Jérusalem, il ne fait que l'inviter, au fond, à s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser de la conception haineuse qu'il s'en fait." (Manifeste du parti communiste - K.Marx, F. Engels -1848)

Ainsi, pour adoucir la misère des chômeurs, le syndicat revendique la priorité à la création d'emplois, objectif que le gouvernement lui-même s'est fixé; en conséquence, le syndicat accepte et justifie les TUC (1200,-/mois pour un mi-temps), se prononce pour la flexibilité (= soumettre la survie immédiate des prolétaires encore plus directement aux besoins des entreprises) et la principale de son activité consiste dans ... la recherche d'emplois! Des aides jurisdiques, des stages, des contacts avec l'ANPE et avec les entreprises, tout est mis en oeuvre pour retrouver un petit boulot pour nos pauvres chômeurs. Au discours chrétien du "partage" succède celui du "et que le meilleur gagne!"

Pour les 35 h. nous avons déjà démontré, en d'autres occasions ("les 35 heures" - Action Communiste n°6, mai '82) qu'une telle diminution du temps de travail s'accompagnera inévitablement d'une augmentation de l'intensité du trav ail (cadences, chasse au temps morts, à l'absentéisme, généralisation du travail en équipe et de nuit, ...) et, comme nous l'a montré l'exemple des 39 h. en France, d'une baisse du salaire réel et d'une aggravation du chômage!

Nous savons que la bourgeoisie peut très bien s'accomoder de telles réformes, que plus, elle en a désespérément besoin pour maintenir son système et mieux asseoir sa domination. Il en est ainsi pour toutes les réformes que propose le syndicat des chômeurs. La note de ces réformes a déjà été (chèrement) payé par les chômeurs: de '82 à '84 le niveau de leurs allocations d'indemnisation a baissé en moyenne de 14% !!! L'Etat peut donc facilement, surtout s'il y est contraint par une agitation sociale et dans le but de la désamorcer, conceder de tels réformes. Mieux, parfois il y a tout intérêt, y compris du point de vue de la gestion immédiate de ses propres intérêts: de telles réformes permettent en effet très souvent d'officialiser un état de fait pour ainsi mieux régulariser et pour finalement aboutir à un contrôle beaucoup plus rationel des prolétaires et de leur exploitation. Le remboursement pour les chômeurs de la carte orange par la Ville de Paris a ainsi ridiculisé la "gratuité des transports" revendiquée à une époque par tant de groupes gauchistes en gage de leur radicalité. Il en ira de même pour les logements (où les HLM accusent une perte de récettes de 2 milliards de francs en deux ans, du fait, en grande partie, au non-paiement des loyers; 200 000 familles en France ne paieraient plus leur loyer!), pour l'EDF-GDF, comme pour les impôts si l'Etat accorde un jour des "facilités" aux chômeurs!

Pour l'Etat, l'introduction de telles réformes s'inscrit donc dans la régulation de la vie sociale et dans la démocratisation de sa domination. Ces revendications sont alors transformées en "nouveaux droits" de tel ou tel catégorie ouvrière, sinon de la classe ouvrière dans son ensemble (ainsi le syndicat des chômeurs est arrivé trop tard sur la scène sociale pour devoir revendiquer le "droit au travail" celui-ci étant déjà garanti par la constitution!) Dés le debut de sa domination, la bourgeoisie a utilisé la "légalisation" comme un moyen fondamental

de sa lutte contre son ennemi historique: ainsi la grève a été transformé par l'Etat en droit de grève, c.à.d. en une pratique légale que les prolétaires ne peuvent excéder sous peine de se mettre hors la loi. La récente grève des mineurs dans le pays réputé le plus libre du monde, nous a clairement montré les conséquence pratiques du "droit de grève" pour les prolétaires se situant sur le terrain de la lutte intransigeante pour leurs intérêts: une partie des milliers de nos frères de classe inculpés pour atteinte au droit de grève, atteinte à la sécurité de l'Etat, pour constitution d'organisation illégale, ... restent enfermés dans les geôles de sa majesté!

Toutes les revendicationsdu syndicat des chômeurs vont directement à l'encontre de la constitution d'une force de classe capable de s'imposer et d'approprier les moyens de satisfaire ses besoins dont le principal: élargir son combat pour balayer ce système de misère! On ne s'étonnera donc pas que les methodes d'action et d'organisation que préconise le syndicat sont en parfaite logique avec son contenu bourgeois: les chômeurs interviendront "démocratiquement et pacifiquement dans le débat social" - c'est une profession de loyauté du syndicat envers l'Etat. Mais attention, il va falloir que l'Etat lâche du lest par rapport aux revendications des chômeurs, sinon ... le syndicat menace d'occuper quelques immeubles ("si possible" en respectant la légalité) car face au mécontentement grandissant et aux risques d'esplosion sociale qui en suivent, il faut agir en offrant aux révoltés un semblant de lutte, pour ainsi mieux prévenir!

Comme le prolétariat l'a vérifié et revérifié des milliers de fois au cours de son histoire, ces methodes d'action et d'organisation mènent directement vers la démobilisation, la défaite. Notre lutte n'est pas pacifique, elle ne peut être que violente contre la violence bourgeoise; notre lutte n'est pas démocratique, elle ne peut être que despotique contre la terreur du capital! Elle ne se menera ni dans les parlements, ni dans les sièges des partis, ni dans les syndicats, mais contre ces états-majors de la contre-révolution! Nos besoins sont opposés et contradictoires aux besoins capitalistes. C'est seulement par la lutte directe, par l'action directe que nous pou-vons obtenir quoi que ce soit. Tout le reste, les pétitions, délégations, ... équivaut à supplier le capital de bien vouloir renier ses propres besoins.

Le prolétarait, en luttant pour ses intérêts exclusifs de classe, pour ses besoins, s'oppose à l'ordre existant. Face aux tentatives des partis bourgeois de lier notre sort à la santé de leur économie, nous devons affirmer notre égoïsme de classe! L'électoralisme, la politique, le syndicalisme, la gestion des usines, l'union nationale, l'effort, ... ce sont leurs tentatives de replâtrage de cette société, destinés en premier lieu à <u>nous</u> sacrifier et pour cela à nous empêcher de riposter, d'affirmer nos intérêts de classe, ceux qui au-delà des divisions de métier, de nationalité ou autre, unissent tous les prlétaires du monde dans leur mouvement de subversion de la société. Leur système de misère se porte mal, il craque de tous parts ? Qu'il crève ... Pour cela, nous devons l'achever!

Le prolétariat ne peut se constituer en force subversive qu'en dehors et contre toutes les fractions du capital, et avant tout en dehors et contre ceux qui "nous" représentent, qui parlent "pour nous", qui "nous" défendent, nous dépossédant ainsi encore davantage des moyens d'agir sur notre propre vie, sur nos luttes. Les gauches, leurs syndicats, leurs partis d'extrême-

gauche ne nous "défendent" que pour mieux nous couillonner, pour saboter nos luttes, empêcher notre constitution en classe,en force centralisée. Quand nous parlons des syndicats, nous ne visons pas seulement quelques appareils, bureaucrates ou délégués, mais en premier lieu une pratique sociale (celle du consensus, du rationalisme, du patriotisme, ...)visant à nous écraser.

Le dilemme "crève ou lutte" s'impose à nous tous avec toujours plus de force. Nous savons qu'inévitablement, en reponse aux sacrifices de plus en plus dément qu'exige le maintien de ce rapport social d'eux, des franges entières du prolétariat seront poussées vers la lutte pour la vie. Il s'agit pour nous de préparer ces luttes, de nous organiser, même peu nombreux, en dehors et contre les syndicats, pour tirer le bilan des luttes passées, pour assumer la préparation politique, organisationelle, technique, pratique des luttes à venir, pour tisser des liens entre prolétaires en lutte, pour intervenir contre les syndicats et pour centraliser et renforcer les moments de rupture avec la paix sociale en généralisant les methodes de lutte et les revendications qui peuvent réellement unifier le mouvement.

xxXXXXXXxx

Nous reproduisons ici les deux tracts que le Groupe Communiste Internationaliste a distribués lors de la manifestation nationale des chômeurs du mois de juin. Développant nos orientations pour la lutte et particulièrement par rapport au Syndicat des Chômeurs ("en dehors et contre"!), ces perspectives, vu la faible mobilisation des chômeurs, n'ont pas pû être concrétisés, même pas embryonnairement. En nous basant sur des éléments tels que le besoin de plus en plus pressant des chômeurs à s'organiser contre les attaques socialistes, la profusion de nombreux comités de chômeurs en Province, sur la mobilisation syndicale et la propagande des médias, ... nous avions tout à fait surestimé la mobilisation des chômeurs et donc les possibilités de débordements lors de la manif. Que peu de monde soit venu à cette manif illustre bien l'apathie généralisée dont nous parlions dans l'édito, qui, dans une certaine mesure peut être réjouissant quant à sa signification défaitiste par rapport à la bourgeoisie (décrédibilisation et désertion des organes de la contre-révolution) n'en est pas moins alarmant quant au manque de détermination qu'elle illustre à reprendre la lutte en main, à unifier et centraliser ces luttes.

A BAS TOUTE SOLIDARITE NATIONALE !

A BAS LA PAIX SOCIALE !

Les syndicats nous invitent à défiler derrière le drapeau de la "solidarité nationale" et du partage du travail:

- demander aux actifs de se sacrifier au nom de la "solidarité" avec les chômeurs, cest préparer notre écrasement à nous tous (en opposant les secteurs ouvriers entr'eux);
- la revendication du "droit au travail" et du "travail pour tous" ne sert qu'à cacher que depuis toujours le développement capitaliste produit et utilise des prolétaires en surnombre (pour faire pression sur les salaires, pour briser les grèves, ...): le capital se débarrasse des prolétaires "excédentaires" (pour ses besoins à lui)

en les laissant crever de faim et en les envoyant s'entretuer dans des guerres toujours plus meurtrières.

NE PAS PARTAGER LA MISERE: L'ABOLIR !

Assez d'illusions ! Si nous ne voulons pas crever, nous devons réapprendre à lutter, nous devons renouer avec les methodes de combat que notre classe a toujours utilisées pour défendre ses intérêts: cette lutte est indissociable de la lutte contre ce système et contre tous ses défenseurs.

Ce n'est pas avec des défilés, des délégations, des pétitions, en acceptant la paix sociale que nous obtiendrons quoi que ce soit. S'organiser dans les syndicats? A trois reprises déjà (mars '79, déc. '82 et fév. '83) ces marchands de sueur ont négocié et signé les diminutions de nos allocations, ainsi que les augmentations des cotisations-chômage pour les actifs ! Ce sont eux les champions de la défense de l'ordre et du travail salarié.

Assez de bavardages ! La logique du capital, c'est de nous imposer la paix sociale et de nous faire avaler la riqueur, la "régularisation de la situation des immigrés" (en fait leur expulsion que reclament tous les partis !), ce sont les restructurations, les licenciements, les TUC et autres congés-formation, bref, misère et guerres. Opposons-y notre logique à nous: centralisons nos luttes avec celles que mènent et devront mener de plus en plus nos frères de classe de par le monde.

Organisons-nous en dehors et contre les syndicats, contre toutes les fractions bourgeoises, contre toutes les barrières catégorielles, régionales, nationales et nationalistes, ... par les actions directes pour nos besoins de survie et de lutte.

Il s'agit de refuser, de saboter toutes les campagnes chauvines, pacifistes, de solidarité nationale en opposant notre terreur de classe à la terreur de l'Etat, avec son travail salarié, ses prisons, ses écoles, ses syndicats et partis, ses armées, ses huissiers et autres sangsues.

Organisons-nous nous-mêmes pour le renversement de ce système d'exploitation.

PROLETAIRES AU TRAVAIL OU SANS TRAVAIL, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

xxXXXXXxx

LE SYNDICAT DES CHOMEURS PROPOSE LE PARTAGE DE LA MISERE: COMME TOUS LES SYNDICATS, COMME TOUS LES PARTIS, PAGAT PROPOSE: SACRIFICES ... ET ENCORE SACRIFICES. DU TRAVAIL? LE CAPITAL EN DONNERA: POUR UN SALAIRE DE MERDE, DES TUC, DES TIC, DEMAIN DES GRANDS TRAVAUX, TOUT, POURVU QUE LES CHOMEURS NE FOUTENT PAS LE BORDEL.
CHOMEURS, ACTIFS, SOLDATS, CE N'EST PAS LA BONNE SANTE DE LA FRANCE QU'IL NOUS FAUT. DU TRAVAIL OU PAS, CRISE OU PAS, GAUCHE OU DROITE, AFFIRMONS NOS BESOINS CONTRE LA MISERE.
COMMENSONS PAR SORTIR DES SYNDICATS, DESERTONS LES PROCESSIONS, ORGANISONS NOUS CONTRE TOUS CEUX

QUI VEULENT NOTRE SACRIFICE.

MORT À LA SOLIDARITE NATIONALE

NON À TOUT SACRIFICE

MERDE AU PARTAGE DE LA MISÈRE

À BAS LE CHÔMAGE!
À BAS LE TRAVAIL!

ETHIOPIE: TOUJOURS LA MEME CHANSON !!!

La marchandise la plus répandue, la plus universelle est la force de travail humaine, dont la valeur d'usage se trouve dans le fait que son utilisation accroît un capital donné d'une plus-value ou survaleur, car elle rapporte plus qu'elle coûte: le salaire.

L'homme n'est plus homme, il est marchandise comme n'importe quelle chose, il est devenu une chose dans un monde de choses. Ainsi les sans-réserves Ethiopiens, hommes, femmes, enfants crevant de faim entrent parfaitement dans ce cadre pour nous prouver, si le besoin s'en faisait encore sentir, que le capital transforme tout en marchandise, y compris la charité - forme prostituée par le capital d'un sentiment humain: la solidarité. Ces Ethiopiens sont des prolétaires n'en déplaise à ceux qui, européocentristes, ne voient des prolétaires qu'en bleu de travail concentrés dans les bagnes industriels occidentaux. Ce n'est pas la présence directe dans le processus de production qui détermine pour un homme sa réalité sociale et donc son devenir. Le prolétariat, ce n'est pas seulement et exclusivement la classe ouvrière sociologique mais ceux que le capital par son inhumanité (dans le sens générique du mot) et l'insatisfaction qu'il crée, poussera et contraindra à la lutte contre lui.

Contre la dépossession de sa vie et de ses moyens de vie, le prolétariat s'affirme et se nie dans la lutte pour la réappropriation de ceux-ci dans la communauté humaine.

Une énorme campagne médiatique, un disque multiracial (avec des gentils Tom bien intégrés chez Sam), un concert en mondiavision (mieux que les jeux olympiques), "Rock against famine" pour quelques millions de dollars, bref, la misère

du spectacle au service du spectacle de la misère.

Mais nous dira ce brave "homme de la rue", ce brave citoyen qui associé à tous ses semblables forme cette pute appelée "opinion publique": vous critiquez tout; ce monde n'est pas si inhumain. Un grand concert de Rock, une énorme mobilisation pour envoyer plein de sous et de nourriture pour ces miséreux alors qu'ils ne sont pas prêts de nous rembourser ! Te rembourser?! Non, "homme de la rue", car tu es impayable, imbécile ! Rien que par la relance de l'industrie du disque qui chutait depuis plusieurs années le spectacle était rentable. Mais il n'était pas question que de cela idiot, ce serait trop peu !!!

Rentables, ces gosses qui crèvent de faim le sont (petits investissements, gros profits), ils le sont par l'utilisation que l'on fait d'eux, leur valeur d'usage possède la même utilité sociale pour le capital que celle des horreurs des nazis dont on nous rabat les oreilles pour mieux nous abrutir et dont on nous inonde les yeux pour mieux nous aveugler.

Nous faire peur ! Nous prouver qu'il ne faut surtout pas bouger, ne pas se révolter, ne pas lutter. Maintenir la paix sociale, le calme, sinon c'est le fascisme, sinon c'est la guerre, sinon c'est la misère.

Nous faire peur et nous convaincre qu'ailleurs c'est pire, qu'hier c'etait pire, que finalement aujourd'hui et ici, même si tout n'est pas rose (les socialistes n'ont pas eu le temps), ce n'est quand même pas si mal.

Il s'agit pour le capital d'opérer des divisions dans l'espace et dans le temps pour nous faire oublier qu'hier comme aujourd'hui il est un: accumulation de richesses à un pôle, accumulation de misère à l'autre.

Les horreurs du monde libre - les 250 000 morts de Dresde (civils et blessés réfugiés) suite à 3 jours de bombardements, Hiroshima, Nagasaki ... sont-elles moins atroces que celles des nazis?

Ce monde est unique. L'homme y est partout marchandise au service de l'accumulation capitaliste. Les éthiopiens ne meurent pas de trop peu de développement de forces productives, mais parce que le capital et la loi de la valeur règnent en maîtres absolus sur toutes les destinées de l'humanité. Les forces productives ne sont pas neutres, elles sont au service du rapport social dominant.

"Tous les progrès de la civilisation, c'est à dire toute augmentation des forces productives sociales ou si l'on veut des forces productives du travail lui-même, n'enrichissent pas l'ouvrier, mais le capitaliste, et ce au même titre que les résultats de la science, des découvertes de la division et de la combinaison du travail, de l'amélioration des moyens de communication, du marché mondial ou de l'emploi des machines. Tout cela augmente uniquement la force productive du capital, et puisque le capital se trouve en opposition avec l'ouvrier, tout cela ne fait qu'accroître sa domination matérielle sur le travail." (Marx-Grund.)

Non seulement l'hypocrite concert ne résoud rien, mais le capital n'est pas remis en cause et se renforce,

l'opération ne coûte rien (les prolétaires donnent aux prolétaires).

La mystification se perpétue, les diamants incrustés dans les dents de Jagger étincellent encore sous les spots des projecteurs, mais fais gaffe rock star ! Ce monde de fric, les "street fighting men" lui casseront la gueule, gare à tes dents !

ITALIE: ECHELLE MOBILE OU PAS,

C'EST TOUJOURS LA PAIX SOCIALE

La mise en place de systèmes d'indexation, ou la suppression de ceux-ci a toujours été fonction de la paix sociale et de l'extraction de la plus-value.

En France, l'échelle mobile fut appliquée le 8 juillet '52 et manipulée tant et si bien par la 4ème et 5ème république que rapidement les ouvriers se détournèrent de ce remède et passèrent à l'action directe (grandes grèves de '53 et '54). En 1959 le pouvoir gaulliste décide le remplacement de l'échelle mobile par un système d'indexation par décret dans chaque cas particulier. Dix ans plus tard, le conseil économique et social, au terme d'une étude dur l'inflation, concluait:"Léchelle mobile n'est ni une panacée, ni une machine infernale susceptible de faire sauter l'économie toute entière."

Non seulement l'échelle mobile ne faisait pas sauter l'économie, mais de plus elle permettait de stabiliser les luttes sociales tout en écrasant les salaires par le jeu de l'inflation ou de la déflation.

Ce sont les événements de Mai '68 qui allaient remettre l'échelle mobile au premières loges (ce seront E. Faure et Chalandon qui préconiseront l'échelle mobile). Dans la pratique, c'est la CGT qui signera de nombreux accords dans les secteurs à hauts risques sociaux. En maintenant le salaire réel au niveau de l'inflation, la bourgeoisie faisait chuter le salaire relatif des ouvriers et gagnait sur toute la ligne. Le journal patronal 'Valeur Actuelle de juin '74 était un vif partisan de l'échelle mobile, voici ce qu'il disait:"Grace à l'échelle mobile rassurant les salariés contre les risques d'une perte de pouvoir d'achat, les suppléments de productivité devraient être entièrement affectés à l'augmentation de la production exportable".

En periode de forte productivité, l'échelle mobile est un moyen de faire chuter le salaire relatif tout en maintenant le salaire réel. En periode de chute de la productivité, le maintien du salaire réel devient une entrave à la valorisation du capital et par conséquent la bourgeoisie s'attaque aux indexations de salaires.

LE REFERENDUM ITALIEN.

L'affaire de l'échelle mobile italienne vient de démontrer comment la bourgeoisie utilise l'arme démocratique pour attaquer et atomiser le prolétariat. Aprés avoir fait descendre dans les rues de Rome en mars '84 plus de 700 000 travailleurs pour le maintien de l'échelle mobile, les syndicats ont procédé de la même manière que les syndicats français avant les élections législatives de '78. Tout d'abord ils mobilisent 500 000 personnes en un soir dans les rues de Paris (question de prévenir toute réaction réelle) contre le premier plan Barre, puis aprés ce grand défouloir: l'écurie des urnes.

Avec le vote sur l'échelle mobile, les ouvriers italiens venaient eux aussi de faire la triste expérience que tout le cirque électoral autour de la question des salaires ne les avaient pas placé sur les gradins des arènes, mais au centre de celle-ci, et c'est démocratiquement que le peuple (des exploités aux exploiteurs), des partisans du "si" aux adeptes du "no" groupés derrière Craxi voteront pour la paix des classes et le consensus social.

En ne luttant pas contre cette consultation électorale, la classe ouvrière venait de subir une double défaite, la perte de l'indexation des salaires sur les prix qui indépendamment du vote aurait été imposé: au moment où les bureaux de vote fermaient leurs portes, le patronal italien dénonçait l'accord passé en 1975 avec les syndicats sur la fameuse échelle mobile ! Mais ce qui est plus grave, par sa non réplique sur son terrain de classe, l'abstention active par la grève et le sabotage des élections, le prolétariat s'est laissé renforcer son atomisation. En dehors de son terrain de classe, point de salut pour la classe ouvrière, c'est l'individualisme, la lutte de tous contre tous, le cynisme, la paupérisation, le chômage qui les attend.

La "défaite démocratique" du maintien du PA des travailleurs en Italie, va forcément renforcer la fraction la plus offensive du patronat italien, la Federmeccanica (équivalent de "notre" Union des Industries Métallurgiques et Minières). Son patron F. Mortillaro fait aussi la promotion en Italie du salaire individualisé et déclare tout haut que les critères d'augmentation de salaire seront: "La fiabilité du travailleur, sa capacité à s'adapter aux exigences de l'atelier, sa fidélité à l'entreprise et à l'idéologie du profit." La bourgeoisie italienne va sans aucun doute mettre à profit le consensus électoral pour intensifier ses attaques contre le prolétariat.

Nous savons par expérience, et cet exemple le montre encore une fois, que tous les systèmes d'indexation ont été mis en place pour endiguer les grèves et procéder au racket régulier des salaires par le biais de l'inflation.

xxXXXXXxx

xXx

RACISTES ET ANTI-RACISTES

CONTRE LE PROLETARIAT

Après la marche pour l'égalité et contre le racisme de '83, après les mobylettes de Convergence, parties de cinq villes de France et culminant dans le défilé-carnaval de plus de 30000 personnes à Paris le 1 déc.'84, voici les projecteurs braqués sur "SOS-Racisme" et sur un nouveau happening musical à Concorde. Tous les ans on nous sert les mêmes salades, accomodées d'un assaissonnement différent.

Les organisateurs de la marche '84, qui dès le début ont pu compter sur l'aide et le soutien de l'Etat français, des démocrates, des associations humanistes et réligieuses, du MRAP à la LCR en passant par d'autres nationalistes, disent ne pas agir dans un but politique précis et de simplement vouloir "montrer ce qui se passe dans les cités, comment y vivent les jeunes de toutes horizons et exprimer leurs espoirs." Les mots d'ordre de la marche:"Pour une France pluriculturelle"; "Ensemble pour l'égalité"; "Ni rejet, ni assimilation, pour une nouvelle citoyenneté" ...

Quant à "SOS-Racisme" avec le badge "touche pas à mon pôte", il s'en tient à un discours plus primaire, il se dit simplement "contre tous les racismes" et se démarque sur le terrain par ses conférences de presse, ses enquêtes et contre-enquêtes, ses démarches juridiques et autres mobilisations de "sensibilisation".

TOUTES CES INITIATIVES S'INSCRIVENT DANS LA LISTE NOIRE DES ATTAQUES QUE MENE LE CAPITAL CONTRE NOTRE CLASSE.

Depuis l'accès du PS au pouvoir en '81, péblicité démocratiquement par l'ensemble des citoyens-électeurs, tous les prolétaires ont bénéficié des fruits de l'action gouvernementale: augmentation du chômage (dont plus personne aujourd'hui n'ose nier la nécessité), expulsion de tous les "irréguliers" (!), renforcement des forces de la démocratie (nouvelle croisade de P. Joxe pour moderniser l'appareil répressif), restructurations (= intensification de l'exploitation) sans oublier l'action de Badinter qui accorde des soins très particuliers (les révoltes dans les prisons en témoignent) aux brébis galeuses de la France socialiste. Aujourd'hui, avec "SOS-Racisme", comme hier avec "Convergence", l'Etat reçoit un nouveau soutien pour l'assister activement dans sa répression du mouvement proléta-

rien, plus particulièrement en ce qui concerne le secteur explosif des jeunes immigrés.

En effet, en France c'est surtout durant l'été '81 que ces jeunes prolétaires des banlieues Lyonnaises et Marseillaises, las de subir l'ennui et la misère de leurs vies, se sont révoltés. Ce ne fût point une révolte spécifique: au même moment les émeutes de Brixton, où blancs et noirs, hommes et femmes, jeunes et vieux étaient unis pour s'attaquer à la flicaille et pour incendier et piller, suivies quelques mois plus tard par des nouvelles révoltes dans 12 autres villes d'Angleterre, démontraient que cette lutte est celle de tous les exploités!

«SOS - CAPITALISME»

Pour empêcher l'affirmation violente dans la lutte de la communauté d'intérêt qui unit tous les prolétaires du monde face à la bourgeoisie, le capital avive le racisme, l'impose systématiquement dans tous les rapports entre citoyens, comme un des moyens pour opposer les prolétaires les uns aux autres, pour les atomiser.

La bourgeoisie n'a pas inventé le racisme, il est le produit de la division de la société en classes. Le capital, dans sa course effrenée pour les profits, engendre toujours des différences catégorielles entre les prolétaires, dont la plus importante, celle entre travailleurs nationaux et étrangers. En exploitant ces différences, la bourgeoisie développe et généralise l'idéologie raciste et en fait une force matérielle de sa conservation: le racisme permet d'éviter la polarisation de la société en deux classes antagoniques.

Mais le complément indispensable du racisme, est l'anti-racisme. Les anti-racistes veulent maintenir une société où règne l'harmonie entre tous les citoyens qui tous, malgré leurs différences de culture et de couleur de peau, devraient pouvoir bénéficier des mêmes droits. Mais de quels droits bénéficient les prolétaires ?

Hier, quand l'immigré valorisait le capital, crachait de la valeur, il ne posait aucun problème à la société; bien au contraire, les bourgeois accueillaient les immigrés les bras ouverts (ce qui est une façon de parler, car quand ce n'était pas la faim qui obligeait les prolétaires à parcourir des milliers de kilomètres pour trouver du travail, c'était directement l'Etat qui, fusils braqués, les obligeait à venir chercher ce travail!). Mais aujourd'hui, c'est la crise, il y a trop de prolétaires, il s'agit donc d'en éliminer une partie: la bourgeoisie se découvre un "problème d'immigration". Et nos anti-racistes de crier au loup: Non au

racisme! Droits égaux pour tous!

Du moment que les prolétaires se comportent en citoyens honnêtes et responsables, ils peuvent bénéficier de tous les droits imaginables: s'ils acceptent de participer à l'éffort national pour sauver l'économie, s'ils acceptent de participer aux élections, aux syndicats et avalent sans rechigner toutes les restrictions, s'ils acceptent de se faire interpeller et contrôler, s'ils acceptent tout, y compris les licenciements, les expulsions et jusqu'au sacrifice de leurs vies dans des guerres d'extermination toujours plus meurtrières. Ces citoyens-là ont tous les droits (qui dans certains pays sont des devoirs!): de vote, d'expression, d'association, ...

Mais que les prolétaires, et peu importe alors la couleur de leur peau, ne respectent plus la logique capitaliste (ou que leur simple présence gène cette logique), s'ils disent non aux sacrifices, merde à l'économie nationale, s'ils luttent contre les baisses de salaires, s'ils s'organisent contre les expulsions et les brimades, et aussitôt, au nom des droits et de la démocratie, au nom de la civilisation, un déluge de répression s'abat sur eux. Ces prolétaires-là, qui cassent la paix sociale et s'organisent contre l'ordre établi pour obtenir par la force la satisfaction de leurs besoins, ne sont que des étrangers, des provocateurs, les ennemis de la démocratie!

En revendiquant les "droits égaux pour tous", les anti-racistes ne font qu'un peu plus soumettre les prolétaires aux "lois du peuple français" qui ne font que réglementer, comme partout ailleurs, les rapports entre vendeurs et acheteurs de marchandises, qui ne font donc que soumettre les prolétaires à la nécessité pour le capital de se débarrasser des marchandises forces de travail excédentaires aux besoins de sa valorisation! Revendiquer les"droits égaux pour tous", c'est soumettre les prolétaires à la répression légale de l'Etat, à toutes les mesures anti-ouvrières, ... qui sont très démocratiquement décidées par les parlements élus par la nation! Faut-il rappeler la "régularisation des sans-papier" qui a permis à l'Etat français, soutenu par tous les gauchistes, d'expulser des dizaines de milliers d'immigrés!!! Voilà le genre de perspectives que nous proposent les anti-racistes!

SOLIDARITE DE CLASSE

Notre lutte n'a rien à voir avec l'obtention du droit de se faire exploiter et réprimer légalement. Les droits ne sont que

la légitimation de la démocratique terreur bourgeoise. Ne nous laissons pas tromper par leurs discours sur la "solidarité" entre français et immigrés, par leurs flatteries des bons immigrés, qui "ont contribué à la richesse de la France". Cette solidarite-là, c'est la paix sociale, c'est le renforcement pour tous les prolétaires de la soumission individuelle au capital.

Pour empêcher les baisses de salaires, les licenciements, la répression policière, les expulsions, les refoulements, les agressions fascistes, nous n'avons pas besoins de pitié ni de charité, mais de notre force de classe organisée au-dessus de toutes les divisions.

Les organisations tels que "SOS-Racisme" ne font que préparer la dénonciation, l'isolement des ouvriers combattifs qui, pour se défendre contre les expulsions, les ratonnades, les flicages, ... utilisent l'action directe contre toutes les forces de l'ordre, les fascistes, les syndicats, ... sans avoir à se justifier comme étant de bons citoyens et démontrant que seule la lutte sur le terrain de la guerre de classe contre toute la légalité bourgeoise représente l'intérêt de tous les prolétaires.

La répression d'une partie de la classe ouvrière est une défaite pour toute la classe: contre les curés anti-racistes, organisons-nous contre tous les sacrifices, pour une solidarité active avec tous les prolétaires en lutte!

A BAS L'EGALITE !

NE CREVONS PAS POUR LE CAPITAL; VIVONS POUR NOS LUTTES !

LE PROLETARIAT N'A PAS DE NATIONALITE, NI DES DROITS !

Vers une synthèse de nos positions

Nous publions ci-après une première tentative de "synthèse" de nos positions fondamentales. Nous tenons à mettre explicitement le lecteur en garde contre l'utilisation de ce type de texte: le danger d'en faire une "nouvelle bible" une référence éternelle et formelle. Pour notre part nous considérons ce type de texte comme une photographie d'un certain niveau d'acquis de notre groupe tout en sachant que nous produirons d'autres matériaux complémentaires et à des niveaux d'abstractions et de concrétisations forts différents.

Le Groupe Communiste Internationaliste (G.C.I.) tire ses positions principales des acquis historiques du mouvement ouvrier:

- L'arc historique qui va du communisme primitif au communisme intégral est le cycle global à partir duquel le marxisme révolutionnaire dégage le processus qui engendre les conditions matérielles pour l'instauration de la communauté humaine mondiale. Cette société ne signifie évidemment pas la fin de l'histoire, mais bien le début de l'histoire consciente de l'espèce humaine par l'abolition des classes, de la propriété privée, du travail, de l'Etat, de l'exploitation, de la famille,...

- Le capitalisme, en se différenciant de tous les modes de production qui l'ont précédé par son essence universelle et par la simplification (= exacerbation) des contradictions de classe, crée à la fois les conditions du communisme et la force pour l'imposer: le prolétariat, seule classe exploitée et révolutionnaire de l'histoire humaine.

- La limite du Capital, c'est le Capital lui-même! Son développement implique nécessairement le développement de ses contradictions (prolétariat/bourgeoisie, valorisation/dévalorisation, forces productives/rapports de production,...) et détermine, constitue, développe la force sociale ayant pour mission historique la destruction du système capitaliste: le prolétariat organisé et constitué en parti communiste.

- Par la dictature révolutionnaire du prolétariat, par la constitution de l'Etat prolétarien mondial (semi-Etat), la classe ouvrière organise la destruction de tout Etat et l'abolition des classes sociales en écrasant, par la terreur rouge, ouvertement revendiquée et exercée, toutes les tentatives visant à restaurer la dictature terroriste de la valeur. A la terreur et au terrorisme bourgeois, le prolétariat oppose le terrorisme révolutionnaire.

- La tendance du prolétariat historiquement contraint à se constituer en classe luttant consciemment pour la réalisation du programme communiste est sa tendance à se constituer en une seule force consciente, en Parti Communiste Mondial, centralisant les fractions les plus avancées et les plus résolues du prolétariat.

De ces aspects programmatiques fondamentaux vérifiés par les leçons tirées des vagues de révolution et de contre révolution, découle une série de leçons historiques valables hier, aujourd'hui et demain!

- La démocratie ne peut être réduite à une simple forme ("parlementaire", "fasciste", "socialiste",...) de la domination capitaliste. La démocratie - force d'atomisation - s'affirme toujours plus comme la substance de la dictature capitaliste, dont le développement est étroitement lié au développement de la marchandise; en ce sens, la victoire du communisme implique la destruction de la démocratie ("ouvrière" y compris!), comme mode de vie du Capital.

- Les soi-disants "pays socialistes" (Russie, Cuba, Chine,...) sont des Etats capitalistes dont l'idéologie dominante ajoute des expressions "marxistes" tirées du programme communiste pour mieux masquer leur caractère bourgeois. Là où il y a travail salarié, il y a capital.

- Pour se protéger des assauts révolutionnaires, la bourgeoisie a recouru de tout temps au développement de fractions sociales-démocrates et gauchistes comme remparts de l'Etat bourgeois. Les courants qui soutiennent - critiquement ou non - quelqu'Etat existant dans le monde aujourd'hui (trotskisme, maoïsme, tiers-mondisme, anarchisme,..) ne sont que des formes radicalisées du socialisme bourgeois. Le prolétariat ne voit dans ces partis pseudo-ouvriers que les troupes de choc des fractions radicales de la bourgeoisie.

- Le mouvement communiste se caractérise par l'opposition permanente à l'Etat bourgeois, à tous les partis bourgeois, légaux ou illégaux, de "droite" ou de "gauche". Au Parlementarisme et aux élections, il oppose l'abstentionnisme communiste.

- L'associationnisme ouvrier s'oppose dans la lutte à tous les organes de l'Etat capitaliste. Le prolétariat s'organise en dehors et contre les parlements, syndicats, armées,... Les structures de maintien de la paix sociale ne peuvent être réformées, elles doivent être détruites!

- La lutte prolétarienne vise à l'insurrection généralisée à toute la planète, à la dictature mondiale du prolétariat constitué en Parti, à la révolution sociale qui s'affirme avec le despotisme généralisé des nécessités humaines contre le capital et toutes ses lois d'existence.

- Le communisme comme mouvement, s'oppose, exclut depuis son origine, le pays, la nation, la lutte nationale ainsi que toute collaboration de classe. A la paix et à la guerre impérialiste (= paix sociale), il oppose le défaitisme révolutionnaire (= guerre sociale).

- La direction communiste, produit historique (et non immédiat) du prolétariat, n'a aucun intérêt opposé du reste de la classe. Les communistes ne se distinguent que par leurs actes où ils se montrent les éléments les plus décidés, ceux qui mettent toujours en avant les intérêts de l'ensemble de la classe. Ils composent la force organisée la plus conséquente par rapport aux nécessités pour le mouvement communiste de se doter d'une réelle direction et centralisation mondiale unique. En ces termes, le Parti est la préfiguration de la communauté humaine mondiale.

- En tant qu'organisation pleinement communiste, le G.C.I. agit de manière consciente, volontaire et organisée pour diriger ce processus et le mener à son terme. C'est pour cela qu'aujourd'hui, il oeuvre:

1) à l'élaboration, la défense et la diffusion du programme révolutionnaire.

2) à la centralisation des militants, sympathisants, contacts,... qui tendent à s'organiser sur base du programme communiste.

3) à l'organisation de noyaux ouvriers sur des bases révolutionnaires.

4) à l'organisation des luttes déclenchées dans l'intérêt du prolétariat pour défendre à tout moment les intérêts historiques et mondiaux du prolétariat, son caractère directement internationaliste, son opposition intransigeante à toute réforme du capitalisme (aussi radicale soit-elle).

A bas le travail! Vive le communisme!

DICTATURE DU PROLETRIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE!

●●●

Sans commentaires: (sur les événements en Guadeloupe, fin juillet '85)

Libération: Que pensez-vous des pillages?

Rozan Mounien (un des principaux leaders indépendantistes): Nous les dénonçons. Nous avons même agi contre. Pour laisser les forces de l'ordre intervenir, nous avons même ouvert les barrages sur le pont du Raizet ou à Grand-Campou qui bloquent la Marina (quartier blanc) susceptible d'attirer les pilleurs.

Libération: Cela a-t-il été suivi d'effet?

Rozan Mounien: Bien sûr, il y a eu des interpellations. Si les organisations n'étaient pas là, il y aurait des organisations plus violentes, plus démesurées. Il y a une crise morale dans cette société guadeloupéenne qui l'ébranle en profondeur. A tel point que les pillages ne sont pas considérés comme des vols mais la récupération de biens déjà volés par d'autres. Ce n'est pas une morale acceptable. Le vice ne peut être érigé en exemple.

(interview publié par Libération le 29 juillet '85.)

xxXXXXXxx